**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

Procès-verbal de la séance ordinaire tenue par le Conseil municipal le 21 mai 2024 à 19 h30 aux bureaux temporaires de l'Hôtel de ville d'Ivry-sur-le-Lac situé au 628, chemin de la Gare à Ivry-sur-le-Lac. La séance se tient par visioconférence et en présentiel, elle est enregistrée et sera diffusée sur le site web de la municipalité.

Étaient présents : Le maire monsieur, André Ibghy, les conseillères mesdames Julia Bourke, Gabriela Opas et Julia-Ann Wilkins et les conseillers, Maxime Arcand, Jean-Pierre Charette et David Lisbona.

Formant quorum sous la présidence du maire, monsieur André Ibghy.

Était aussi présente : madame Marie-France Matteau, Directrice-générale et greffière-trésorière

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le maire monsieur André Ibghy, ouvre la séance et constate le quorum à 19 heures 31 minutes

2024-05-061

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par le conseiller, monsieur Jean-Pierre Charette

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du Conseil d'adopter l'ordre du jour de la présente séance.

2. DÉCLARATIONS DES ÉLUS

3. SUIVI ET ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

3.1 Suivi et adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 15 avril 2024 ;

4. ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCE

4.1 Acceptation des rapports des salaires, des achats, des déboursés, des achats d'immobilisations pour le mois d'avril 2024 ;

4.2 Dépôt des états financiers 2023 ;

4.3 Dépôt du rapport d'audit portant sur la transmission du rapport financier à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

4.4 Octroi du contrat d'audit 2024 ;

4.5 Autorisation de dépenses – Quote part RITL ;

4.6 Autorisation de dépenses – échantillonnage d'eau pour le chemin Lacasse ;

4.7 Appui à la municipalité de Lac-Tremblant-Nord dans le cadre de son projet de création d'une aire protégée et d'un corridor aérobique ;

4.8 Appui à la ville de Barkmere et à la municipalité de Montcalm pour leur projet de création d'une aire protégée dans le secteur Est du lac des Écorces ;

4.9 Appui à la municipalité de Val-des-Lacs pour le projet de création d'aires protégées et de corridors écologique en terres publiques sur son territoire;

4.10 Modification au calendrier des séances du conseil municipal – juin 2024 ;

4.11 Demande d'aide financière- Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier – Sainte-Agathe Academy

5. SÉCURITÉ PUBLIQUE

6. TRAVAUX PUBLICS ET GESTION DES ACTIFS MUNICIPAUX

7. ENVIRONNEMENT

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

8. URBANISME ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- 8.1 Rapport du président du Comité consultatif en urbanisme
- 8.2 Dépôt de la liste des permis du 1^{er} au 30 avril 2024 ;
- 8.3 Adoption du règlement R2012-049-01 modifiant le règlement R2012-049 concernant les limites de vitesses sur certains chemins municipaux ;

9. LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

- 9.1 Adoption de l'horaire du débarcadère pour la saison 2024 ;

10. PROJET SPÉCIAUX

11. SUJET D'INTÉRÊT PUBLIC

12. PÉRIODE DE QUESTIONS

13. LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE

2. DÉCLARATION DES ÉLUS

2024-05-062 3.1 SUIVI ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2024

Il est proposé par le conseiller, monsieur Maxime Arcand et résolu à l'unanimité des membres du Conseil d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 avril 2024 ;

2024-05-063 4.1 ACCEPTATION DES RAPPORTS DES SALAIRES, DES ACHATS, DES DÉBOURSÉS ET DES ACHATS D'IMMOBILISATION POUR LE MOIS D'AVRIL 2024

FONDS D'ADMINISTRATION 2024	
DÉBOURSÉS (incompressibles)	
SALAIRES	
Salaires nets	23 868.20 \$
Déboursés par paiement direct (D.A.S)	14 488.02 \$
SQ	125 117.00 \$
Déneigement	31 418.11 \$
Quote part RITL	17 291.30 \$
Dettes à long terme	16 234.87 \$
ACHATS	65 187.57 \$
Total achats et déboursés	293 605.07 \$
IMMOBILISATIONS	
ANNÉE 2024	
Hôtel de ville	357 613.95 \$
Équipement informatique	396.28 \$
Total des dépenses des immobilisations	358 010.23 \$
TOTAL	651 615.30 \$

Il est proposé par le conseiller, monsieur David Lisbona

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du Conseil d'adopter le rapport des salaires, des achats, des déboursés et des achats d'immobilisation pour le mois d'avril 2024.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

2024-05-064 4.2 DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS 2023

Il est proposé par le conseiller, monsieur David Lisbona

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil :

QUE le conseil prenne acte du dépôt par la directrice générale et greffière-trésorière du rapport financier annuel vérifié par la firme Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l. et que la directrice générale et greffière-trésorière transmette ledit rapport financier à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Dépôt 4.3 RAPPORT DES FAITS SAILLANTS DU RAPPORT FINANCIER ET DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR RELATIVEMENT À L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023

Tel que stipulé à l'article 176.2.2 du Code municipal du Québec, le maire fait état des faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur relativement à l'année financière 2023 tel que vérifié par la firme comptable Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l..

À cet effet, le maire confirme que la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac a terminé l'année 2023 avec d'excellents résultats financiers. On constate des revenus de fonctionnement de 1 994 591 \$ des charges de fonctionnement de 2 043 096 \$, des revenus d'investissement de 2 281 243 \$, des éléments de conciliation à des fins fiscales de 331 149 \$ pour terminer avec le surplus budgétaire dégagé dans l'année 2023 de 282 644 \$.

Il faut considérer que la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac a des obligations incontournables et des quotes-parts non discutables, tel que :

- Quote-part de la MRC ;
- Sûreté du Québec ;
- Gestion des matières résiduelles ;
- Gestion de la dette à long terme ;
- Gestion des travaux publics et du déneigement ;
- Salaires des employés et des élus.

Le solde de l'excédent de fonctionnements non affecté au 31 décembre 2023 est de 1 261 378 \$.

Les auditeurs externes ont émis un rapport de l'auditeur standard, sans réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé au 31 décembre 2023.

En conclusion, le rapport financier, au 31 décembre 2023, démontre une gestion saine et équilibrée.

2024-05-065 4.4 OCTROI DU CONTRAT D'AUDIT 2024

ATTENDU QUE la Municipalité doit produire un audit de ses états financiers pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2024 ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller, monsieur Jean-Pierre Charette

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'octroyer le contrat pour la production des états financiers de la Municipalité se terminant le 31 décembre 2024, à la firme Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l. pour un montant de 16 625 \$ taxes en sus, incluant la préparation des déclarations fiscales et autres documents nécessaires pour l'audit 2024, la consolidation du rapport financier annuel avec celui de la Régie intermunicipale des Trois Lacs pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 et pour le mandat d'audit de Recyc-Québec pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024.

2024-05-066 4.5 AUTORISATION DE DÉPENSES – QUOTE PART RITL

ATTENDU QUE qu'un budget supplémentaire pour l'année 2023 a été approuvé lors de la rencontre du conseil d'administration le 24 avril 2024 afin de combler le déficit pour l'année financière qui se terminait le 31 décembre 2023 ;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par le conseiller, monsieur Maxime Arcand

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'autoriser la dépense de 17 291,30 \$ constituant la quote part pour la Municipalité pour combler le déficit de la Régie intermunicipale des Trois-Lacs.

2024-05-067 4.6 AUTORISATION DE DÉPENSE – ÉCHANTILLONNAGE D'EAU POUR LE CHEMIN LACASSE

ATTENDU QUE la Municipalité a demandé une soumission pour un échantillonnage d'eau lors de la réparation du chemin Lacasse

ATTENDU QUE la Municipalité a reçu deux soumissions concernant l'échantillonnage d'eau pour le chemin Lacasse ;

ATTENDU QUE la Municipalité désire octroyer l'offre de services au plus bas soumissionnaire ;

DEC Enviro	6 850 \$
AJ Environnement	9 510 \$

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Gabriela Opas

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'autoriser la dépense de 6 850 \$ plus taxes à la firme DEC Enviro.

2024-05-068 4.7 APPUI À LA MUNICIPALITÉ DE LAC-TREMBLANT-NORD DANS LE CADRE DE SON PROJET DE CRÉATION D'UNE AIRE PROTÉGÉE ET D'UN CORRIDOR AÉROBIQUE

ATTENDU QUE les changements climatiques et la crise de la biodiversité représentent une menace directe à la santé des écosystèmes et des collectivités;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adhéré au nouveau *Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal*, dont la cible phare vise à protéger 30 % des terres et des océans de la planète (cible 3) d'ici 2030;

ATTENDU QU'afin d'atteindre cette nouvelle cible, les municipalités sont appelées à jouer un rôle stratégique de premier plan;

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

ATTENDU QU'aux termes de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (RLRQ, c. C-61.01), une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés;

ATTENDU QUE le gouvernement provincial protège actuellement 16,75 % de son territoire terrestre, mais que les écosystèmes au sud du 49^e parallèle s'y trouvent sous-représentés avec moins de 9 % des terres visées par des mesures de protection;

ATTENDU QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord souhaite protéger l'intégrité écologique de ses milieux naturels et mettre celle-ci de l'avant comme moteur de la mise en valeur régionale;

ATTENDU QUE les terres publiques sur le territoire de Lac-Tremblant-Nord, visibles de la station de ski du Mont-Tremblant et étant contigu au Parc national du Mont-Tremblant, font partie du panorama qui fait la fierté de l'industrie du tourisme régional des Laurentides et de notre renommée internationale;

ATTENDU QUE la volonté de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, en collaboration SNAP Québec ainsi qu'avec différents acteurs locaux et régionaux, est d'obtenir un statut d'aire protégée relevant de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* pour l'ensemble des terres publiques à l'ouest de la municipalité, incluant celles qui possèdent actuellement un statut d'aire de confinement du cerf de Virginie, un écosystème forestier exceptionnel ainsi qu'un refuge biologique;

ATTENDU QUE le territoire de la municipalité est un « *noyau d'intérêt de conservation* » figurant sur le tracé de l'éco-corridor Oka-Tremblant d'Éco-corridors laurentiens, visant à relier les parcs nationaux d'Oka et de Mont-Tremblant pour faciliter le déplacement de la faune et la flore;

ATTENDU QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord planifie la création d'un corridor écologique reliant le Parc national d'Oka au Parc national du Mont-Tremblant, en partenariat avec Éco-corridors Laurentiens, qui permettra de consolider la connectivité entre les deux grands parcs nationaux et de protéger la biodiversité;

ATTENDU QUE la MRC des Laurentides a entamé des démarches visant la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une vision municipale des affectations du territoire public en milieux municipalisés;

ATTENDU QUE suivant les résultats de cette étude, la MRC pourra faire des représentations auprès du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs quant aux aires protégées sur son territoire;

ATTENDU QUE le conseil des maires de la MRC des Laurentides appuie le projet de création d'une aire protégée et d'un corridor écologique de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord dans sa démarche visant l'obtention de la protection permanente des territoires;

ATTENDU QUE suivant les résultats de l'étude visant l'élaboration d'une vision municipale des affectations du territoire public en milieux municipalisés, le conseil des maires se positionne quant à la reconnaissance d'aires protégées sur son territoire.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Julia-Ann Wilkins

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'appuyer la municipalité de Lac-Tremblant-Nord dans le cadre de son projet de création d'une aire protégée et d'un corridor écologique.

2024-05-069

4.8 APPUI À LA VILLE DE BARKMERE ET À LA MUNICIPALITÉ DE MONTCALM POUR LEUR PROJET DE CRÉATION D'UNE AIRE PROTÉGÉE DANS LE SECTEUR EST DU LAC DES ÉCORCES

ATTENDU QUE les écosystèmes et communautés font face à la double crise des changements climatiques et de la perte de biodiversité;

ATTENDU QUE la cible 3 du nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal vise à protéger 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adhéré à ce nouveau cadre mondial;

ATTENDU QUE les municipalités jouent un rôle important pour l'atteinte de cette cible;

ATTENDU QU'aux termes de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, c. C-61.01), une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés;

ATTENDU QUE seulement 9 % des milieux naturels au sud du 49e parallèle sont actuellement protégés par le gouvernement provincial, alors même qu'on y retrouve la plus grande biodiversité;

ATTENDU QUE la protection du territoire public à l'est du lac des Écorces est essentielle pour préserver les ressources hydrologiques du lac et de son bassin versant;

ATTENDU QUE les municipalités de Barkmere et Montcalm souhaitent protéger l'intégrité écologique de leurs milieux naturels et mettre celle-ci de l'avant comme moteur de la mise en valeur régionale;

ATTENDU QUE la volonté des municipalités de Barkmere et Montcalm, en collaboration avec la SNAP Québec ainsi qu'avec différents acteurs locaux et régionaux, est d'obtenir un statut d'aire protégée relevant de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel pour l'ensemble des terres publiques à l'est du lac des Écorces, incluant une zone adjacente à la réserve écologique Jack Rabbit et à la forêt ancienne Baie Silver, un écosystème forestier exceptionnel;

ATTENDU QU'un financement a été octroyé au projet présenté en annexe par la SNAP Québec dans la cadre de l'Initiative Plein Air, qui vise à soutenir la création d'aires protégées et de corridors écologiques afin d'allier protection des milieux naturels et accessibilité à la nature;

ATTENDU QUE ce territoire est un « noyau d'intérêt de conservation » figurant sur le tracé de l'éco-corridor Oka-Tremblant d'Éco-corridors Laurentiens, visant à relier les parcs nationaux d'Oka et de Mont-Tremblant pour faciliter le déplacement de la faune et la flore;

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

ATTENDU QUE ce territoire est situé à la confluence de trois zones importantes pour la connectivité dans le sud du Québec et que ce projet permettra de consolider la connectivité et de protéger la biodiversité, dont un noyau potentiel de connectivité pour le loup de l'Est et l'habitat de nombreuses espèces fauniques d'intérêt, dont certaines en situation précaire;

ATTENDU QUE la MRC des Laurentides a entamé des démarches visant la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une vision municipale des affectations du territoire public en milieux municipalisés;

ATTENDU QUE suivant les résultats de cette étude, la MRC pourra faire des représentations auprès du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs quant aux aires protégées sur son territoire;

ATTENDU QUE le conseil des maires de la MRC des Laurentides souhaite supporter la Ville de Barkmere et la Municipalité de Montcalm dans leurs efforts communs pour obtenir un statut d'air de protection pour une partie de leur territoire;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Julia-Ann Wilkins

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'appuyer le projet de la Ville de Barkmere et la Municipalité de Montcalm visant la création d'une aire protégée dans le secteur Est du lac des Écorces pour l'obtention de la protection permanente des territoires.

2024-05-070

4.9 APPUI À LA MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-LACS POUR LE PROJET DE CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES ET DE CORRIDORS ÉCOLOGIQUES EN TERRES PUBLIQUES SUR SON TERRITOIRE ;

ATTENDU la résolution numéro 2023-11-295 adoptée par le conseil de la Municipalité de Val-des-Lacs visant la mise en place d'un projet de création d'aires protégées et de corridors écologiques en terres publiques sur son territoire, laquelle se lit comme suit :

ATTENDU QUE les écosystèmes et communautés font face à la double crise des changements climatiques et de la perte de biodiversité;

ATTENDU QUE la cible-phare (cible 3) du nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal vise à protéger 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adhéré à ce nouveau cadre mondial;

ATTENDU QUE les municipalités et les municipalités régionales de comté jouent un rôle important pour l'atteinte de la cible-phare (cible 3);

ATTENDU QU'aux termes de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, c. C-61.01), une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés;

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

ATTENDU QUE seulement 9 % des milieux naturels au sud du 49e parallèle sont actuellement protégés par le gouvernement provincial, alors même qu'on y retrouve la plus grande biodiversité;

ATTENDU QUE seulement 8,89 % des milieux naturels de la région des Laurentides sont protégés;

ATTENDU QUE le territoire de Val-des-Lacs est d'une grande richesse écologique et représente un joyau à préserver en raison de son importante couverture forestière intacte et peu fragmentée, constituée d'importants massifs forestiers et de forêts d'intérieur qui abritent des peuplements matures et de vieilles forêts;

ATTENDU QUE le projet permettra d'acquérir des connaissances supplémentaires sur les espèces et les peuplements du territoire grâce à des inventaires;

ATTENDU QUE la création d'aires protégées interreliées contribuera non seulement à la conservation de ces écosystèmes, en protégeant les habitats naturels des espèces végétales et animales par l'interdiction de toute activité industrielle, mais est également cruciale pour garantir un développement économique durable pour la région, en préservant les ressources naturelles qui sont au cœur du récréotourisme et des activités économiques locales;

ATTENDU QUE la volonté de la municipalité de Val-des-Lacs, en collaboration avec Éco-corridors Laurentiens et la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec) ainsi qu'avec différents acteurs locaux et régionaux, est de créer des aires protégées relevant de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel pour l'ensemble des terres publiques situées sur le territoire de Val-des-Lacs;

ATTENDU QU'un financement a été octroyé au projet présenté en annexe par la SNAP Québec dans le cadre de l'Initiative Plein air, qui vise à soutenir la création d'aires protégées et de corridors écologiques en étroite collaboration avec les acteurs locaux afin d'allier protection des milieux naturels et l'accessibilité à la nature, et que cette initiative est rendue possible grâce au soutien financier du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le territoire de Val-des-Lacs constitue un élément essentiel du réseau écologique identifié par ÉCL pour la région des Laurentides qui vise à relier les parcs nationaux d'Oka et du Mont-Tremblant pour permettre le déplacement des espèces;

ATTENDU QUE ce territoire est situé à la confluence de multiples corridors écologiques, représentant une opportunité de connecter le parc national du Mont-Tremblant au parc régional de la Forêt Ouareau, en incluant notamment le projet d'aire protégée du Mont-Kaaikop qui a fait l'objet d'une annonce d'intention en marge de la COP15 par Monsieur Benoît Charette, ministre de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs;

ATTENDU QUE la MRC des Laurentides a entamé des démarches visant la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une vision municipale des affectations du territoire public en milieux municipalisés;

ATTENDU QUE suivant les résultats de cette étude, la MRC pourra faire des représentations auprès du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs quant aux aires protégées sur son territoire;

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

ATTENDU QUE le conseil des maires de la MRC des Laurentides souhaite supporter la Municipalité de Val-des-Lacs dans sa démarche visant la création d'aires protégées et de corridors écologiques en terres publiques sur son territoire;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Julia-Ann Wilkins

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'appuyer le projet de la Municipalité de Val-des-Lacs visant la création d'aires protégées et de corridors écologiques en terres publiques sur son territoire.

2024-05-071 **4.10 MODIFICATION AU CALENDRIER DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL – JUIN 2024**

ATTENDU QU'à sa séance ordinaire du 11 décembre 2023, le conseil a adopté le calendrier des séances ordinaires du conseil pour l'année 2024 (résolution no 2023-12-191) ;

ATTENDU QU'en vertu de cette résolution, la prochaine séance du conseil est prévue le 17 juin 2024 ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 148 du Code municipal le conseil peut décider qu'une séance ordinaire débutera au jour qu'il précise plutôt que conformément au calendrier ;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le calendrier des séances ordinaires du conseil de l'année courante afin de modifier la date de la séance ordinaire du 17 juin 2024 ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Gabriela Opas

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil :

QUE le calendrier des séances du conseil municipal (résolution no 2023-12-191) soit modifié afin que la séance ordinaire du conseil prévue pour le lundi 17 juin 2024 se tienne le mardi 11 juin 2024.

2024-05-072 **4.11 DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE - COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER - SAINTE-AGATHE ACADEMY**

ATTENDU QU'une demande d'aide financière a été adressée à la municipalité par la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier pour offrir une médaille, une plaque ou une bourse à un étudiant ;

ATTENDU QUE la municipalité a contribué à cette initiative dans les années passées ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller, monsieur Jean-Pierre Charette

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil d'autoriser une aide financière de 250 \$ à la Commission Scolaire Sir-Wilfrid-Laurier pour offrir une médaille, une plaque ou une bourse à un étudiant à la Sainte-Agathe Academy.

8.1 RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'URBANISME

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC**

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

Dépôt

8.2 DÉPÔT DE LA LISTE DES PERMIS ÉMIS DU 1^{ER} AU 30 AVRIL 2024

La liste de tous les permis émis du 1^{er} au 30 avril 2024 est déposée.

2024-05-073

8.3 ADOPTION DU RÈGLEMENT 2012-049-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO. 2012-049 CONCERNANT LA LIMITE DE VITESSE SUR CERTAINS CHEMINS DE LA MUNICIPALITÉ

ATTENDU QUE le paragraphe 4 du premier alinéa de l'article 626 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2) permet à une Municipalité de fixer par règlement la vitesse minimale ou maximale des véhicules routiers dans son territoire;

ATTENDU QUE la Municipalité désire modifier le règlement 2012-04 ;

ATTENDU QU'UN avis de motion du présent règlement a été donné par la conseillère Gabriela Opas à la séance du 15 avril 2024, que le projet de règlement a été adopté et que des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Julia Bourke

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil

QUE le règlement numéro 2012-049-1, modifiant le règlement 2012-049 concernant les limites de vitesse sur certains chemins municipaux soit adopté.

2024-05-074

9.1 ADOPTION DE L'HORAIRE DU DÉBARCADÈRE POUR L'ANNÉE 2024

ATTENDU QUE les heures peuvent varier sans préavis dépendamment de la disponibilité des ressources humaines affectées aux postes du débarcadère et de la station de lavage et à l'achalandage durant la saison;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseillère, madame Gabriela Opas

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du conseil que les heures d'ouverture du débarcadère soient :

Du 9 mai 2024 au 1 ^{er} juillet 2024	7 jours/sem. de 8 h 30 à 16 h 30
Du 2 juillet 2024 au 31 août 2024	5 jours/semaine du mercredi au dimanche de 8 h 30 à 16 h 30
Du 1 ^{er} septembre 2024 à octobre (selon la température) 2024	7 jours/sem. de 8 h 30 h à 16 h 30

10. PROJETS SPÉCIAUX

Aucun sujet sous cette rubrique

11. SUJET D'INTÉRÊT PUBLIC

Aucun sujet sous cette rubrique

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC

SÉANCE ORDINAIRE 21 MAI 2024

12. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les personnes présentes ont maintenant l'occasion de se faire entendre par les membres du Conseil.

CERTIFICAT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ET GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE

Je soussignée Marie-France Matteau certifie que des crédits sont disponibles pour toutes les dépenses autorisées à l'intérieur de ce procès-verbal.

En foi de quoi, je donne le présent certificat à Ivry-sur-le-Lac ce 21 mai 2024

2024-05-075

13. LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE

L'ordre du jour étant épuisé, **il est proposé par la conseillère, madame Julia-Ann Wilkins**

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ des membres du Conseil de lever la séance ordinaire à 19 heures 59 minutes.

(original signé)

André Ibghy
Maire

(original signé)

Marie-France Matteau
Directrice générale et greffière trésorière